

Un jubilé de la dette pour lutter contre la crise sanitaire et économique du Covid-19

1. Ce que nous demandons

Nous, organisations de la société civile, conscientes des graves répercussions des crises sanitaires, sociales et économiques engendrées par la pandémie mondiale de Covid-19, sur des centaines de millions de personnes dans les pays du Sud, demandons instamment:

- L'annulation de tous les paiements de dette extérieure en 2020
- Des financements additionnels d'urgence qui ne créent pas de nouvelles dettes.

L'ensemble des paiements de la dette extérieure souveraine – principal, intérêts et autres frais compris - échus en 2020 devraient être définitivement annulés, sans report ni accumulation de frais d'aucune sorte. L'annulation de la dette est le moyen le plus rapide de libérer des ressources déjà présentes dans les pays, pour faire face dans l'urgence aux crises sanitaires, sociales et économiques résultant de la pandémie mondiale de Covid-19.

2. Mettre en œuvre l'annulation des paiements de la dette

Les États emprunteurs ont le pouvoir de cesser de rembourser leur dette, et ne devraient pas encourir de pénalités s'ils recourent à cette mesure. Tous les prêteurs devraient donc accepter l'annulation immédiate des paiements des dettes venant à échéance en 2020, sans accumulation d'intérêts et de charges et sans pénalités.

En l'absence d'une annulation de dette globale convenue dans un cadre multilatéral, les prêteurs devraient prendre les mesures suivantes:

- Les institutions multilatérales, y compris le FMI et la Banque mondiale, devraient proposer une annulation immédiate de tous les paiements de dettes (principal, intérêts et charges compris) échus en 2020, pour tous les pays dans le besoin, et en toute urgence, pour tous les pays éligibles aux ressources du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (RPC) du FMI et de l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale.
- Le FMI et la Banque mondiale devraient exhorter tout pays qui cesse de rembourser sa dette multilatérale et /ou bilatérale à annuler également les remboursements aux prêteurs extérieurs privés. Tout nouveau financement du FMI et de la Banque mondiale devrait se faire sous forme de subvention et non de prêt et devrait exiger des autres prêteurs qu'ils rééchelonnent leur créance lorsque la viabilité de la dette est incertaine, ou la restructurent lorsque la dette est insoutenable¹, Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra s'assurer que les subventions sont utilisées pour financer les politiques publiques en réponse à la crise du COVID-19, et non à rembourser d'autres prêteurs.
- Les États prêteurs membres du Club de Paris ainsi que les non-membres (tels que la Chine, l'Arabie saoudite ou le Koweït), devraient annuler tous les paiements de dettes (principal, intérêts et autres frais compris) échus en 2020, pour tous les pays dans le besoin, en toute urgence, pour tous les pays éligibles aux ressources du fonds RPC et de l'AID. Idéalement, les États prêteurs devraient se coordonner pour procéder à une annulation globale de la dette. Les États prêteurs ne devraient toutefois pas attendre d'être tous d'accord pour procéder à de telles annulations.

- Le G20 devrait soutenir les mesures prises par tout État pour cesser de rembourser la dette aux prêteurs extérieurs privés.
- Les juridictions clés, en particulier celles du Royaume-Uni et de New York, devraient légiférer pour empêcher tout prêteur de poursuivre un État ayant cessé de payer sa dette en 2020.
- Les annulations de dettes et les financements additionnels devraient être exempts de conditionnalités favorisant les privatisations, la dérégulation et la libéralisation des échanges. La crise a été provoquée par des chocs exogènes, sur lesquels les pays du Sud n'avaient aucun contrôle.
- Les annulations de dettes et les financements additionnels devraient être conçus spécifiquement pour soutenir les dépenses publiques visant à protéger les droits et les besoins des populations, en particulier pour maintenir et augmenter les dépenses de protection sociale et de santé en réponse à la crise de COVID-19 et pour garantir que les allègements bénéficient directement à ceux qui en ont besoin.

3. Résoudre la crise de la dette

De nombreux pays étaient en crise de la dette avant le début de la crise de Covid-19. Beaucoup d'autres sortiront de cette crise avec des dettes insoutenables encore plus élevées. L'annulation immédiate des dettes devrait donc être associée à des mesures globales et de long terme pour le règlement de la crise de la dette. À ce titre, pour une restructuration de la dette plus efficace et plus équitable, nous demandons:

- La création sous l'égide des Nations unies, d'un processus systématique, complet et exécutoire de restructuration de la dette souveraine².
- que le FMI introduise des directives claires pour décider de quand une dette devient insoutenable, et qu'il respecte la règle qu'il s'est donnée de ne prêter aux États dont la dette est jugée insoutenable qu'en cas de défaut ou de restructuration de sa dette³.

Un processus prévoyant la mise en œuvre de ces demandes doit être organisé avant fin 2020.

4. Les impacts de la pandémie de Covid-19

La crise mondiale de Covid-19 a entraîné la baisse du prix des matières premières ; une augmentation des taux d'intérêts pour les États du Sud⁴ et a contribué à la plus importante fuite de capitaux jamais enregistrée dans les pays en développement⁵. Les recettes publiques sont inévitablement condamnées à diminuer tandis que le coût de la dette augmentera, et alors même que les États touchés seront appelés à développer les soins de santé et la protection sociale en réponse à la crise. La dette des pays en développement était déjà l'objet d'une vulnérabilité accrue, et son coût était déjà en augmentation avant l'arrivée de Covid-19⁶. L'ampleur de la crise de santé publique et le besoin de réponses politiques rapides justifient que les ressources vitales des États soient orientées d'urgence vers les besoins des populations, plutôt qu'affectées au remboursement des prêteurs. L'avancée de la pandémie de Covid-19 jusqu'à présent montre que le temps joue un rôle clé. Les États doivent disposer dès aujourd'hui des ressources nécessaires pour prendre des mesures décisives. Plus on attend, plus la pandémie sera difficile à maîtriser et plus les dommages économiques seront élevés, en particulier pour les pays emprunteurs.

Nous estimons que l'annulation des dettes extérieures en 2020 pour 69 pays⁷ classés par le FMI comme pays à faible revenu et pour lesquels des données sont disponibles, permettrait

d'économiser 19,5 milliards de dollars en paiements de dette extérieure aux prêteurs bilatéraux et multilatéraux, et 6 milliards de dollars en paiements de dette extérieure aux prêteurs privés. Si cette annulation était étendue à 2021, elle permettrait d'économiser 18,7 milliards de dollars supplémentaires en paiements multilatéraux et bilatéraux et 6,2 milliards de dollars en paiements externes aux prêteurs privés⁸.

5. Soutiens en faveur d'une annulation de la dette

Les ministres africains des Finances ont appelé à une suspension de tous les paiements d'intérêts en 2020 et de tous les paiements de principal et d'intérêts par les États fragiles⁹.

Le FMI et la Banque mondiale ont appelé à la suspension de tous les paiements de dette des pays les plus pauvres aux autres États¹⁰.

Le Secrétaire général des Nations unies a appelé à une restructuration de la dette, y compris des exonérations sur les paiements des intérêts de la dette en 2020¹¹.

Le Premier ministre du Pakistan, Imran Khan, a demandé l'annulation de la dette de son pays et d'autres pays vulnérables¹².

Le Congrès équatorien a appelé le gouvernement à suspendre le paiement de sa dette¹³.

Début mars, le Liban a fait défaut sur les paiements de sa dette extérieure privée et a annoncé qu'il cesserait de payer toutes les obligations en devises¹⁴.

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali a appelé à l'annulation d'une partie de la dette des pays les plus pauvres, et la transformation du reliquat en emprunts à long terme, avec un faible taux d'intérêt, et dont le remboursement ne démarrerait qu'au terme d'une « période de grâce » de 10 ans. Il a également appelé à limiter le paiement de la dette à 10% des exportations¹⁵.

Signataires (240 réseaux et organisations au total)

1. African Forum and Network on Debt and Development (Afrodad)
2. Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD)
3. Latin American Network for Economic and Social Justice (Latindadd)
4. European Network on Debt and Development (Eurodad)
5. Arab NGO Network For Development (ANND)
6. Red Jubileo Sur/Américas
7. Third World Network (TWN)
8. Focus on the Global South
9. Womankind Worldwide
10. Stakeholder Group of Persons with Disabilities
11. Disabled People's International
12. CADTM international
13. Oxfam
14. ActionAid International
15. CCFD-Terre Solidaire
16. CIDSE
17. Christian Aid
18. Brot für die Welt
19. The ONE Campaign
20. Save the Children
21. Avaaz
22. Fundación Educación y Cooperación – EDUCO
23. Society for International Development
24. Centre for Economic and Social Rights
25. 350.org

26. Medical Mission Sisters
27. Africa Development Interchange Network
28. Global Policy Forum
29. Debt Relief International
30. Youth for Tax Justice Network (YTJN)
31. Fair Finance International
32. Oil Change International
33. Missionary Oblates of Mary Immaculate
34. Sisters of Charity of Nazareth Congregational Leadership
35. Federación Internacional Fe y Alegría
36. Platform to Protect Whistleblowers in Africa (PPLAAF)
37. International Budget Partnership
38. Y Care International
39. Corporate Europe Observatory
40. Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd (Global)
41. Migrant Forum in Asia
42. Aksi! for gender, social and ecological justice
43. Africa Europe Faith & Justice Network (Europe)
44. GCAP - Global Call for Action against Poverty
45. Education International
46. North African Food Sovereignty Network (NAFSN)
47. Tax and Fiscal Justice Asia
48. Validity Foundation - Mental Disability Advocacy Centre
49. VIVAT International
50. RIPESS - Intercontinental network for the promotion of Social Solidarity Economy
51. Tax Justice Network
52. Economistas sin Fronteras
53. Feminist Task Force
54. Third World Network Africa
55. Religious of the Sacred Heart of Mary NGO
56. IBON International
57. Arab Forum for the Rights of Persons with Disabilities
58. Plataforma Mercosur Social y Solidario

Organisations nationales

1. MIFRO - MISSÃO sem FRONTEIRAS, Angola
2. Aid/Watch, Australia
3. Australian Federation of Disability Organisations (DPI Australia)
4. Jubilee Australia
5. Bangladesh Krishok Federation
6. NRDS, Bangladesh
7. 11.11.11, Belgium
8. Broederlijk Delen, Belgium
9. CNCD-11.11.11, Belgium
10. Entraide et fraternité, Belgium
11. Associação Alternativa Terrazul, Brazil
12. Federação Nacional do Fisco Estadual e Distrital (FENAFISCO), Brazil
13. FOAESP – Fórum das Ong Aids do estado de São Paulo
14. Gestos (HIV and AIDS, communication, gender), Brazil
15. Grupo de Resistência Asa Branca (GRAB), Brazil

16. Instituto de Justiça Fiscal (IJF), Brazil
17. Outras Palavras Comunicação Compartilhada, Brazil
18. Social Action for Community and Development, Cambodia
19. Women's Network for Unity (WNU), Cambodia
20. Worker's Information Center (WIC), Cambodia
21. Plate Forme d'Information et d'Action sur la Dette (PFIAD), Cameroon
22. AidWatch Canada
23. Canadian Council for International Co-operation
24. Forum des Organisations Nationales Humanitaires et de Développement en RD Congo
25. PC2D (RD.Congo) et Caritas Congo ASBL
26. Commission Justice et Paix de Pointe Noire, Republic of Congo
27. Convention de la Societe Civile Ivoirienne (CSCI)
28. Plate forme d'autonomisation des organisations de jeunesse de Côte d'Ivoire(PAOJCI)
29. Ecumenical Academy, Czech Republic
30. ActionAid Denmark
31. Jubileo 2000 Red Ecuador
32. Finn Church Aid, Finland
33. Action contre la Faim, France
34. Amis de la Terre France
35. Attac France
36. CADTM France
37. Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), France
38. Comité français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
39. Confédération Générale du Travail (CGT), France
40. Coordination SUD, France
41. Equipop, France
42. Global Health Advocates France
43. Groupe Initiatives, France
44. Plateforme Française Dette & Développement (PFDD), France
45. Réseau Foi & Justice Afrique Europe antennne France
46. Solidaires Finances Publiques, France
47. Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR, Germany
48. Bündnis Eine Welt Schleswig-Holstein e.V.
49. Erlassjahr.de – Entwicklung braucht Entschuldung (Jubilee Germany)
50. hl redaction, Germany
51. Transform! Europe, EU
52. Abibiman Foundation, Ghana
53. Abibinsroma Foundation
54. Alliance for Empowering Rural Communities, Ghana
55. Debtfree, Greece
56. UndebtedWorld, Greece
57. Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette et le Développement- Guinée (PIADD)
58. Plateforme nationale des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD)
59. Fe Y Alegria Honduras
60. DemNet Hungary
61. Friends of the Earth Hungary
62. Association For Promotion Sustainable Development, India
63. Environics Trust, India
64. Indian Social Action Forum
65. Madhyam, India
66. Mines, Minerals & PEOPLE, India
67. Indonesia Water Community of Practice

68. Solidaritas Perempuan (Women' Solidarity for Human Rights), Indonesia
69. Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI)
70. 80:20 Educating and Acting for a Better World, Ireland
71. ActionAid Ireland
72. Centre for Global Education, Ireland
73. Christian Aid Ireland
74. Comhlámh (Ireland)
75. Financial Justice Ireland
76. Friends of the Earth Ireland
77. Jesuit Centre for Faith and Justice, Ireland
78. SMA Justice Office, Society of African Missions, Ireland
79. Association of Italian NGOs
80. CIPSI, Italy
81. Emergenza Sorrisi, Italy
82. FOCSIV Italian Federation Christian Volunteering Service
83. GCAP Italy
84. Institute of Public Finance Kenya
85. Lebanese Union of Persons with Physical Disabilities (LUPD)
86. Sustainable Development Institute, Liberia
87. Catholic Commission for Justice and Peace of the Archdiocese of Lilongwe (CCJP Lilongwe-Malawi)
88. Centre for Social Concern, Malawi
89. Centre for Social Accountability & Transparency, Malawi
90. Economics Association of Malawi
91. Development Communications Trust, Malawi
92. Integrity Platform, Malawi
93. Malawi Economic Justice Network
94. Youth and Society, Malawi
95. Maldives Association of Persons with Disabilities
96. Halley Movement Coalition, Mauritius
97. Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, Mexico
98. Observatorio Mexicano de la Crisis
99. Youth Government of Morocco
100. associacao Luarte - arte, cidadania e transformacao, Mozambique
101. JOINT Liga de ONGs em Mocambique
102. Mozambique Budget Monitoring Forum
103. Mozambican Debt Group
104. ALTSEAN-Burma, Myanmar
105. National Campaign for Sustainable Development Nepal
106. Both ENDS, Netherlands
107. Cordaid, Netherlands
108. GCAP Nicaragua
109. BudgIT Foundation, Nigeria
110. Debt Justice Norway
111. Norwegian Church Aid (NCA)
112. AwazCDS-Pakistan
113. Community Initiatives for Development in Pakistan-CIDP
114. Freedom from Debt Campaign of Pakistan
115. Institute for Social & Economic Justice, Pakistan
116. Pakistan Development Alliance
117. Pakistan Fisher Folk Forum
118. Pakistan Kissan Rabita Committee

119. Freedom from Debt Coalition, Philippines
120. Sanlakas Philippines
121. ACEP - Associação para a Cooperação Entre os Povos, Portugal
122. CIDAC - Centro de Intervenção para o Desenvolvimento Amílcar Cabral, Portugal
123. Fundação Gonçalo da Silveira, Portugal
124. Instituto Marquês de Valle Flôr (IMVF)
125. MONTE, Portugal
126. Oikos – Cooperação e Desenvolvimento, Portugal
127. Plataforma Portuguesa das ONGD, Portugal
128. Veterinarios sem Fronteiras Portugal
129. ZERO - Association for the Sustainability of the Earth System, Portugal
130. Federação das ONG em São Tomé e Príncipe
131. Budget Advocacy Network, Sierra Leone
132. Enabanda, Slovenia
133. Alianza por la Solidaridad-Action Aid España
134. Amycos.org, Spain
135. Ecologistas en Acción, Spain
136. Fundación Entreculturas, Spain
137. Greenpeace Spain
138. Ingeniería sin Fronteras, Spain
139. Lafede.cat – Organitzacions per a la Justícia Global – Catalunya
140. Observatorio de la Deuda en la Globalización, Spain
141. Observatorio de Multinacionales en América Latina (OMAL)-Paz con Dignidad, Spain
142. Plataforma Auditoría Ciudadana de la Deuda, Spain
143. Centre for Environmental Justice, Sri Lanka
144. Act Church of Sweden
145. Diakonia, Sweden
146. Alliance Sud, Switzerland
147. Fastenopfer, Switzerland
148. Climate Watch Thailand
149. Observatoire Tunisien de l'Economie, Tunisia
150. SEATINI, Uganda
151. Action for Argentina, UK
152. Action for Southern Africa, UK
153. Bond, UK
154. Bretton Woods Project, UK
155. Cafod (Catholic Agency for Overseas Development), UK
156. Christians on the Left, UK
157. Gender and Development Network, UK
158. Global Justice Now, UK
159. Health Poverty Action, UK
160. Jubilee Debt Campaign, UK
161. Jubilee Scotland
162. Stamp Out Poverty, UK
163. STOPAIDS, UK
164. Tearfund, UK
165. The Equality Trust, UK
166. War on Want, UK
167. Trademark Belfast
168. Jubilee USA Network
169. Uganda Debt Network
170. Maryknoll Office for Global Concerns, US

171. Sisters of Charity Federation, US/Canada
172. United States International Council on Disabilities
173. ActionAid Zambia
174. Campaign for Active Voter Engagement in Zambia
175. Caritas Zambia
176. Centre for Trade Policy and Development, Zambia
177. CUTS International, Zambia
178. Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR), Zambia
179. Planned Governance Network, Zambia
180. Transparency International Zambia
181. Zambia Civic Education Association
182. Zimbabwe Coalition on Debt and Development

Les références

¹ Selon les règles du FMI, si la dette d'un Etat est jugée insoutenable, une restructuration complète ou un défaut sur la dette doivent être décidés au cours d'un programme de prêt. Une restructuration est une modification des termes de la dette qui réduit le montant du remboursement que le prêteur va percevoir. Si la viabilité de la dette est jugée incertaine, un rééchelonnement doit être décidé. Celui-ci reporte la date des paiements de dette à plus tard, afin que les prêteurs se soient pas de fait remboursés par les prêts du FMI.

² Voir « Nous pouvons y arriver: Les principes de la société civile pour résoudre la question de la dette souveraine »

https://dette-developpement.org/IMG/pdf/debt_resolution_report_french_oct08.pdf

³ Pour en savoir plus sur cette règle, voir : https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2019/10/IMF-policy-on-debt-restructurings_English_10.19-1.pdf

⁴ <https://jubileedebt.org.uk/uncategorized/coronavirus-worsens-debt-crisis-in-poor-countries>

⁵ <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/23/g20-finance-ministers-talks-hampered-by-us-china-posturing-coronavirus>

⁶ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/12/19/debt-surge-in-emerging-and-developing-economies-is-largest-fastest-in-50-years>

⁷ Ce ne sont pas les seuls pays qui ont besoin d'une annulation de leur dette. Comme le définit le FMI, les la catégorie des économies à faible revenu comprend 59 pays éligibles aux financements concessionnels des institutions financières internationales, 13 petits Etats à revenu intermédiaire et quatre pays qui ont accédé à l'éligibilité depuis 2010.

⁸ Eurodad, « A debt moratorium for Low Income Economies », Eurodad cost assessment a debt moratorium to tackle the COVID-19 crisis.

<https://eurodad.org/files/pdf/1547157-a-debt-moratorium-for-low-income-economies-.pdf>

⁹ <https://www.uneca.org/stories/african-finance-ministers-call-coordinated-covid-19-response-mitigate-adverse-impact>

¹⁰ <https://www.ft.com/content/6eca167c-6ec0-11ea-9bca-bf503995cd6f>

¹¹ <https://www.un.org/sg/en/content/sg/note-correspondents/2020-03-24/note-correspondents-letter-the-secretary-general-g-20-members>

¹² <https://www.brecorder.com/2020/03/17/580790/pm-wants-world-to-consider-writing-off-pakistans-debt-to-help-cope-with-coronavirus/>

¹³ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-23/ecuador-bonds-sink-as-congress-suggests-suspending-debt-payments>

¹⁴ <https://www.nytimes.com/aponline/2020/03/23/world/middleeast/ap-ml-lebanon.html>

¹⁵ <https://twitter.com/AbiyAhmedAli/status/1242378606543855616/photo/2>